

SAMEDI | DIMANCHE

La Croix

SAMEDI 8, DIMANCHE 9 MAI 2010

QUOTIDIEN N° 38659

1,30 €

www.la-croix.com

CAHIER CENTRAL

Religion & spiritualité

Vivre des vacances
« en toute spiritualité »

Ce qu'ils disent de l'Europe

Soixante ans
après la déclaration
de Robert Schuman
qui jeta les bases
de l'Union européenne,
dialogue à deux voix :

JACQUES DELORS

« Le climat de paix
nous a ramollis,
rendus moins vigilants »

**SA PETITE-FILLE,
CLÉMENTINE AUBRY**

« Il nous faut quelqu'un
comme Barack Obama »

P. 2 à 4 et 12-13



Jacques Delors et sa petite-fille Clémentine Aubry.

BRUNO LEVY/LA CROIX

RENCONTRE AVEC

José
Van Dam,
artisan
musicien



CYPRES RECORDS

P. 6-7



127^e année-ISSN/0242-6086.
Allemagne : 2 € ; Belgique : 1,40 € ;
Canada : 3,65 \$; Espagne : 2 € ; Grèce : 2 € ; Italie : 2 € ;
Luxembourg : 1,40 € ; Maroc : 15 MAD ;
Portugal (Cont.) : 2 € ; Suisse : 2,80 CHF ;
Côte d'Ivoire/Sénégal/Congo et zone CFA :
1 400 CFA ; DOM : 2 € ; TOM : 390 XPF

M 00140 - 508 - F : 1,30 €



DOSSIER

LA PHRASE «L'Europe se cherche. Elle sait qu'elle a en ses mains son propre avenir. Jamais elle n'a été si près du but. Qu'elle ne laisse pas passer l'heure de son destin, l'unique chance de son salut.»

Robert Schuman

REPÈRES

Robert Schuman

► **Le 9 mai 1950**, dans le salon de l'horloge du Quai d'Orsay, Robert Schuman, ministre français des affaires étrangères, lançait un appel à l'Allemagne pour mettre en commun le charbon et l'acier, amorce de l'Union européenne.

L'Europe en fête

► **À Paris**, flamenco, théâtre, concert Chopin, débats, village associatif... dans la foule des derniers états généraux de l'Europe, la Maison de l'Europe de Paris organise, avec le Mouvement européen, trois journées «Faites l'Europe», du 7 au 9 mai, sur le parvis de l'Hôtel-de-Ville de Paris ainsi qu'une partie, le 8 mai, à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Débats sur la lutte contre l'exclusion dans le cadre de l'Année européenne 2010 contre la pauvreté, les énergies renouvelables et la «mobilité durable».

Programme sur www.paris-europe.eu

► **À Bruxelles**, toutes les institutions européennes ouvrent leurs portes le samedi 8 mai. Felipe Gonzalez, ancien premier ministre espagnol, rendra public son rapport sur le futur de l'Europe.

► **À Strasbourg**, journée porte ouverte au Parlement européen le 9 mai, levée des couleurs avec l'Eurocorps.

► **Jacques Delors**

se rendra à la maison Robert Schuman de Scy-Chazelles (près de Metz) le 9 mai après-midi et prendra part à un débat avec Paul Collवाल, ancien collaborateur de Robert Schuman, sur la déclaration du 9 mai 1950. Il sera animé par Sébastien Maillard, correspondant à Bruxelles de *La Croix*.

«**Notre Europe**»

► **Fondée en 1996**

par Jacques Delors, l'association Notre Europe mène des travaux de recherche, produit et diffuse des études et analyses pour «l'émergence d'un espace public européen». L'association, établie à Paris, est présidée par l'ancien ministre italien des finances, Tommaso Padoa-Schioppa. Elle est partenaire des états généraux de l'Europe, aux côtés d'Europa Nova et du Mouvement européen-France.



BRUNO LEVY/POUR LA CROIX

Jacques Delors (au centre) et sa petite-fille Clémentine Aubry (à sa droite), interviewés par *La Croix* dans les locaux parisiens de Notre Europe.

ENTRETIEN CROISÉ ►► Jacques Delors et Clémentine Aubry

« Faire l'Europe, c'est très dur »

À l'occasion des 60 ans de l'appel de Robert Schuman, «La Croix» a demandé à Jacques Delors de dialoguer avec sa petite-fille Clémentine Aubry

Jacques Delors, vous souvenez-vous du 9 mai 1950 ?

JACQUES DELORS : Oui, je m'en souviens très bien. J'avais 25 ans. Je travaillais à la Banque de France à Paris, tout en terminant mes études supérieures. Mon père, qui était mutilé de la guerre de 1914, se méfiait des Allemands. D'un autre côté, comme c'était un homme de réconciliation, il se demandait quel geste trouver. Ce geste est venu le 9 mai 1950.

Le 9 mai est-il marqué d'une manière spéciale dans votre famille ?

CLÉMENTINE AUBRY : Très franchement, non. Le 9 mai, c'est un peu comme le 8 mars, la Journée de la femme. Un jour pour penser d'avantage à l'Europe. Pour ma génération, l'Europe s'inscrit dans la vie quotidienne. Comme une évidence.

Comment vivez-vous cette « évidence » au quotidien ?

C. A. : Étant jeune, j'ai fait énormément de séjours en Italie, avec mes parents, en Toscane, à Venise. Je parle français, anglais et italien. Maintenant, je peux par exemple aller voir une exposition à Londres, ou passer un week-end à Berlin, à Budapest ou à Rome, selon les endroits où sont installés mes amis. Cette circulation en Europe est naturelle. L'horizon intégré est

plus large. Dans l'actualité aussi, j'attache autant d'importance à ce qui se déroule dans les autres pays européens qu'en France. On partage un peu plus le quotidien des Européens que d'autres peuples. On se sent plus solidaire, comme pour un ami.

« Pour ma génération, l'Europe s'inscrit dans la vie quotidienne. Comme une évidence. »

Parlez-vous aussi d'Europe avec votre grand-père ?

C. A. : Oui. Pendant mes études supérieures, nous avons beaucoup parlé d'économie, de l'euro, de politique monétaire. Et fait ensemble un voyage qui m'a énormément marquée : en 1992, il nous avait emmenés avec ma grand-mère à Salamanque, où il recevait le docteur honoris causa, puis à Barcelone aux Jeux olympiques.

L'Europe s'invitait donc à la table familiale ?

J. D. : Non. Pendant les dix ans que j'ai passés à Bruxelles, j'avais des rencontres particulières avec des chefs de gouvernement, des membres de la Commission ou des hauts fonctionnaires. Mais

on ne mélangeait pas cela avec les rencontres familiales. Une distinction naturelle, et évidente pour notre famille.

La campagne référendaire pour le traité constitutionnel, en 2005, a été vivement débattue dans les familles. Chez vous aussi ?

J. D. : Non. Le traité constitutionnel ne m'a jamais emballé. Mais, par raisonnement politique, je devais voter «oui». Même si, quelques semaines avant, on présentait que le «non» l'emporterait.

C. A. : De mon côté, je considérerais que voter «oui», c'était voter pour l'Europe. Il y a trop peu d'occasions de le faire.

Les Français ont-ils alors oublié le 9 mai et le geste de Robert Schuman ?

J. D. : En partie, oui. Sans doute parce que la paix nous paraît acquise, malgré les horreurs que nous voyons à la télévision. Mais aussi parce que la mondialisation effraie les gens et les incite à se replier sur eux-mêmes, sur leur communauté d'appartenance la plus proche, la nation. On observe une forme de nationalisme rampant exploité par les démagogues de tous bords, une progression du populisme, pas seulement dans les partis d'extrême droite, mais aussi dans le langage de beaucoup d'hommes politiques.

Les peuples ont du mal à accepter un horizon aussi large que l'Europe. Ils préfèrent le repli, selon vous ?

C. A. : Faire l'Europe aujourd'hui, c'est très dur. On a beau se dire que la France devrait s'inspirer du modèle nordique de relations sociales et de sécurité sociale, on se rend compte qu'on ne peut pas le transposer en claquant des doigts. Et ce à cause de notre histoire. On ne peut pas s'approprier un modèle, aussi européen qu'il soit, donc proche de nous. On se heurte à nos spécificités. C'est ce qui rend de plus en plus difficile l'ajout de nouvelles grandes pierres à l'édifice européen.

Les différences entre pays sont donc irréductibles...

C. A. : Non. Car dans le même temps, ces différences ne mettent pas en péril l'équilibre européen. Les faiblesses des uns font les forces des autres. Et l'idée, à la base du marché européen, est de partager cela. Il reste des enjeux communs à tous les pays, qui dépassent les questions politiques : le développement et l'écologie. D'ailleurs, je trouve intéressant que le seul parti qui a parlé aux gens aux élections européennes l'an dernier fut Europe Écologie.

J. D. : Les Européens n'idéalisent pas l'Europe. Je n'ai moi-même jamais été un fédéraliste pursucre. ►►

DOSSIER



BRUNO LEVY/POUR LA CROIX

Clémentine Aubry, 31 ans

Unique petite-fille de Jacques Delors et fille de Martine Aubry, elle est diplômée d'HEC, possède une licence d'histoire de l'art et un DEA d'économie publique. Elle est directrice adjointe de l'auditorium du Louvre.

« Mais la question pour l'Europe, actuellement, c'est la survie ou le déclin ! Nous représentions 15 % de la population mondiale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, 6 % aujourd'hui et 3 % en 2040. Regardez se profiler le G2 (États-Unis-Chine) et le rôle des pays émergents. L'Europe, c'est une bataille pour le mode de vie et la liberté des Européens de franchir Robert Schuman était plus considérable que les obstacles auxquels sont confrontés les Européens d'aujourd'hui. »

demain ! J'ai toujours pensé que si nos pays – qui ont une grande histoire – ne s'unissent pas sous une forme à trouver, réaliste et raisonnable, nous laisserions aux générations qui viennent, celles après Clémentine, un continent flasque, menacé dans son niveau de vie, dans ses conquêtes sociales et dans son influence. L'initiative de Robert Schuman peut donc disparaître... »

J. D. : L'Europe pourrait conserver son squelette, mais en évoluant vers une sorte d'OCDE. Comme un couple qui reste marié sans vivre ensemble. Cela peut arriver aux Européens. On garderait simplement les oripeaux d'une période passée. Et

C. A. : Je dirais française et européenne sur le même plan. J. D. : Moi aussi. Voilà pourquoi la question de la survie ou du déclin de l'Europe est essentielle. C. A. : Ce qui se joue actuellement en Europe est très important. On est à un moment où il faut mettre un coup d'accélérateur. Les sujets ne manquent pas : Europe sociale, Europe et systèmes financiers, Europe et écologie.

La crise grecque et celle de l'euro vous préoccupent-elles ?

C. A. : J'ai une forme d'empathie pour ce qui arrive aux peuples européens. L'Europe de Schuman a créé des « solidarités de fait ». Je ne nie pas qu'il y ait des problèmes au niveau national pour accepter une gouvernance économique européenne. Mais l'Europe doit saisir des événements actuels pour avancer dans ce domaine.

J. D. : Pour faire l'euro, il n'y a pas eu transfert total de souveraineté économique, mais transfert partiel. Une solidarité inconditionnelle des pays membres n'était pas acceptée. J'ai dénoncé dès 1997 le déséquilibre entre politique économique et politique monétaire, d'où nos difficultés actuelles. Aujourd'hui, l'euro comme grande conquête politique est menacé. Il ne suffit donc pas de dire à un pays de mettre de l'ordre chez lui à telles conditions. Puisque le conseil des ministres de l'euro n'a rien vu venir depuis quatre ans, il est responsable. Il doit mettre la main à la poche pour la Grèce. Et adopter un mode de gouvernance combinant le développement économique, la stabilité financière et la gestion de l'euro.

Et la Belgique ? Son éclatement vous inquiète-t-il ?

C. A. : C'est dingue quand on lit les réactions des internautes sur les sites des journaux français. Ils disent : « *Nous, on veut bien prendre les Wallons, il n'y a aucun problème.* » Incroyable ! Je connais moins bien la Belgique que toi (*se tournant vers son grand-père*), mais j'ai vraiment l'impression de deux cultures et de deux mentalités. Que Flamands et Wallons, ce n'est pas le même peuple. Ce qui arrive n'est pas étonnant. En même temps, il serait cohérent qu'ils puissent vivre ensemble.

J. D. : Pour moi, qui suis pourtant attaché viscéralement à la Belgique et n'ai que mes yeux pour pleurer, voir la scission entre la Serbie et le Monténégro ou demain celle de la Flandre et de la Wallonie (à condition qu'ils aient résolu le problème de Bruxelles), c'est ce que Freud appelait « *le culte des petites différences* » qui nous fait si mal. Ces gens-là n'ont pas de menaces extérieures. Imaginez que demain la Belgique risque d'être envahie par un pays voisin, vous croyez qu'ils penseraient à leurs petites affaires ? Le climat de paix nous a ramollis, rendus moins vigilants.

Finalement, la phrase de Jean-Pierre Chevènement, qui avait dit en 1989 que la chute du Mur « avait fait un mort, Jacques Delors », était juste ! En d'autres termes : plus de menace commune, plus d'Europe.

J. D. : C'était bien vu. Mais quelques années plus tard, je lui ai rappelé que j'étais encore vivant... Aujourd'hui, les populations se sentent menacées par des choses plus irrationnelles. Elles s'inquiè-

tent aussi pour l'avenir de leurs enfants et pour leurs retraites. Elles ne sentent pas la nécessité de s'unir pour faire face.

« Aujourd'hui, l'euro comme grande conquête politique est menacé. »

C. A. : Plus les problèmes économiques et sociaux seront prégnants, plus le repli communautaire et les animosités se produiront. Cela transcende l'Europe. On le voit aussi dans nos villes, nos banlieues. On en veut toujours plus à son voisin quand on ne va pas bien. Tous les pays européens sont touchés par les problèmes communautaristes. Et pourtant, l'Europe peut permettre que les modes de vie soient plus doux.

Clémentine Aubry, vous travaillez dans la culture. Là, l'Europe existe...

C. A. : La culture est l'un des domaines où la notion d'Europe est la plus présente dans les mentalités. Les échanges y sont tellement fréquents. Quand on crée un spectacle théâtral, par exemple, on va chercher un metteur en scène polonais. On écoute du rock anglais ou de la musique électronique allemande (c'est mieux à Berlin, mais on peut le faire aussi à Paris). Cette diversité est inhérente à la culture.

J. D. : Je n'ai pas l'ampleur des connaissances de Clémentine. Mais à propos de la culture, c'est sa mère, Martine, qui m'a fait découvrir la

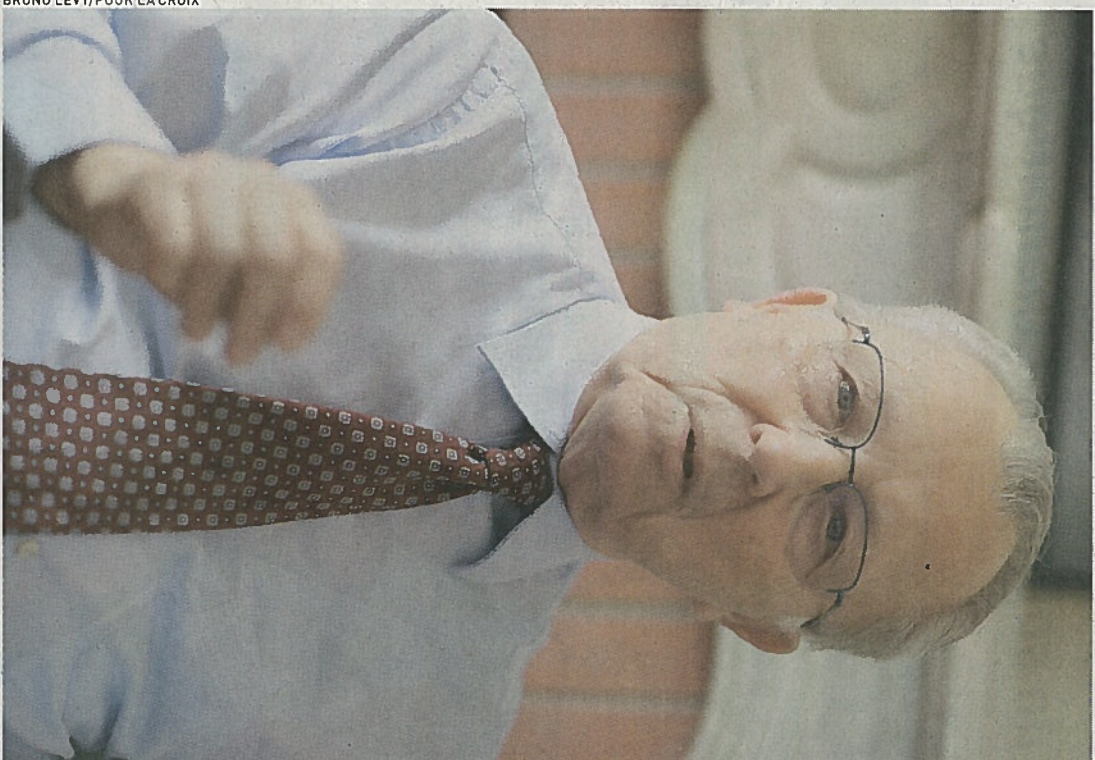
littérature actuelle des pays d'Europe de l'Est et je me suis aperçu que ces créateurs représentaient une part notable de la culture européenne. On n'a pas assez fait jouer cette importante dimension au moment de l'entrée des pays de l'Est dans l'Union.

Clémentine Aubry, envisageriez-vous de vivre et de travailler dans un autre pays européen ?

C. A. : Si un jour j'ai envie de partir, ce sera peut-être à Berlin, à Londres ou à Naples. Je n'en sais rien. Je ne me dis pas : « *Est-ce que j'en serai capable ?* » Mais juste : « *Cela se présentera peut-être.* » Ce n'est ni un obstacle ni un objectif. La richesse de la vie à l'étranger, c'est de se dire qu'on est tellement différent et pourtant on arrive à vivre ensemble tout en gardant sa spécificité.

J. D. : La culture, cela se vit. Je suis content d'avoir créé le programme Erasmus d'échanges d'étudiants, lorsque j'étais président de la Commission européenne. De toute façon, il y aurait eu un Erasmus officieux, car tous les jeunes veulent se rencontrer, mais sans le stimulant financier de l'aide européenne. Aujourd'hui, quand on étudie la sociologie, l'économie, le droit dans un autre pays, on s'enrichit. Même si l'on ne fait pas ensuite une carrière européenne. Jeune, j'aurais tellement rêvé de connaître d'autres cultures !

RECUEILLI PAR
VINCENT DE FÉLIGONDE,
SÉBASTIEN MAILLARD
ET MARIE-FRANÇOISE MASSON
(lire la suite du dossier page 4.)



BRUNO LEVY/POUR LA CROIX

Jacques Delors, 84 ans

Il a été ministre de l'économie, des finances et du budget de 1981 à 1984, président de la Commission européenne de 1985 à 1995, et président de l'association Notre Europe de 1996 à 2004.